

Une Europe mondialisée

Daniel Innerarity

Si Jacques Delors lui-même a pu dire que l'Europe était un OPNI (Objet Politique Non Identifié), nous ne devrions pas être surpris que l'opinion publique ait d'elle une perception floue et confuse. Notre perplexité serait moindre s'il s'agissait d'une configuration orientée par les catégories traditionnelles de l'Etat-nation ou des relations internationales, si nous bâtissions un Etat-nation à plus grande échelle ou si nous intensifions les relations entre les Etats souverains. Cependant, le processus européen d'intégration est unique, inédit; il exige des concepts originaux et des actions pour les mettre en oeuvre.

On parle beaucoup de déficit démocratique, mais je crois que le problème le plus profond de l'Europe est un déficit cognitif, notre carence de compréhension de ce que représente l'Union européenne. Nous avons du mal à comprendre que nous sommes devant une des innovations politiques majeures de notre histoire récente, un véritable laboratoire d'essais d'une nouvelle formulation de l'identité, du pouvoir ou de la citoyenneté dans le contexte de la mondialisation. La crise existante derrière l'échec constitutionnel ou la désaffection généralisée face à la possibilité de progresser dans l'intégration est fondamentalement dûe à une difficile compréhension de ce que nous sommes, de ce que nous sommes en train de faire et, si vous me permettez cette affirmation que certains pourraient prendre pour un zèle philosophique, à l'absence d'une bonne théorie sur l'Europe. Le déficit dont je parle n'est pas dû à un manque de communication qui pourrait être résolu par un meilleur marketing. Il s'agit d'un défaut de compréhension (entre ses citoyens et ses gouvernants) et de conviction au sujet de l'originalité, de la subtilité, de la signification et de la complexité de la construction européenne. C'est ainsi que peuvent s'expliquer les peurs des citoyens et les ambitions clairsemées de leurs dirigeants. Le problème est que l'idée que chacun se fait de l'U.E. est bourrée de malentendus qui laissent à la merci d'une opinion publique superficielle, par qui elle est vue comme un degré supplémentaire de pouvoir, comme une stratégie pour survivre face à

une mondialisation qui n'est perçue que comme une menace, comme une forme politique sur laquelle se projette le modèle de l'Etat-nation. Ainsi, certains pays passent pour être très europhiles alors qu'au fond, ils apprécient surtout les subventions reçues, quand d'autres voient en l'Europe un péril et cessent de percevoir l'opportunité qu'elle représente. Les uns et les autres ont une perception erronée de ce en quoi consiste l'Europe et, tant que ces malentendus ne seront pas défaits, l'adhésion au projet politique de l'U.E. demeurera faible et superficielle.

Ce dont l'Europe à besoin, c'est de connaître et de renouveler sa cohérence. On ne peut pas avancer dans l'intégration politique si nous n'abordons pas la question de la nature de l'Europe, si nous escamotons les questions de fond au sujet de ce qu'elle est et peut être. Cela va de soi et sans cet éclaircissement, les politiques de communication au sein de l'Union ne pourront être efficaces, en particulier dans une société venue à maturité et dans laquelle on peut faire de moins en moins de choses sans donner des raisons convaincantes. Comme le disait Julia Kristeva (2000), l'Europe ne doit pas seulement être utile, elle doit aussi avoir un sens. Comprendre l'Europe est le premier pas pour imprimer une direction, pour indiquer à la citoyenneté ce qui devrait recueillir son assentiment à la suite d'un débat public. Il est possible que, pendant un temps, cette clarification ait été considérée vaine, mais, aujourd'hui, elle est devenue indispensable.

Je vais tenter de prouver cette originalité de l'Union européenne en traitant trois aspects:

1. l'identité européenne, complexe et plus diverse encore que ce que nous ne le supposons;
2. l'espace européen, qui a plus des marges que des limites ou des frontières;
3. une Europe mondialisée, qui pourrait servir de modèle pour un monde interdépendant. Je propose de réfléchir sur ces trois thèmes (identité, espace et mondialisation) et de donner raison au fait que l'Europe — pour le formuler de manière quelque peu paradoxale — a une identité peu définie, un espace qui ne se ferme pas et un Nous sans Autres.

1. L'IDENTITÉ EUROPÉENNE: UN NOUS FAIT D'AUTRES

L'Europe a été fréquemment définie à partir de facteurs géographiques, culturels, historiques et politiques qui formeraient la base d'une unique civilisation et enfanteraient un modèle occidental de modernité. Cependant, en la scrutant avec attention, la question de l'identité se montre plus difficile à traiter. Du point de vue géographique, l'Europe ne présente pas de frontières naturelles: l'Océan Atlantique ne dessine absolument pas son rivage, il n'y a qu'à voir la relation particulière qu'entretient la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis; la mer Méditerranée sépare autant qu'elle unit et qu'elle met en relations; quant à l'Est, elle n'y présente pas de frontiè-

re claire. Si nous l'entendons comme continent, l'Europe est encore plus imprécise, ce que comprit bien Paul Valéry qui la décrivait comme une petite péninsule du continent asiatique (1957). En ce sens, on peut affirmer que l'Europe a moins de consistance géophysique que le sous-continent indien. En termes de civilisation, l'Europe s'étend plutôt vers le continent asiatique et il ne faut pas en exclure une bonne partie de la Méditerranée.

D'un point de vue historique, l'Europe ne constitue pas une civilisation unitaire qui aurait développé une trajectoire singulière et clairement différenciée du reste du monde. La diversité culturelle de l'Europe est plus que la diversité de ses nations; l'Europe a été formée dans l'interaction et la fertilisation mutuelle de ses nations. C'est la raison pour laquelle on peut dire d'elle que, plus qu'une civilisation, c'est une "constellation civilisationnelle" (Delanty et Rumford, 2005, p. 37).

Si l'on se focalise sur l'identification effective des Européens, il n'existe pas non plus d'identité qui comprenne tout et dans laquelle, pour ainsi dire, tous ceux qui y sont en sont et tous ceux qui en sont y sont. Les Européens ne sont pas spécialement unis et encore moins envers une altérité contre laquelle ils se définiraient. Comme l'a dit Brague, "le danger pour l'Europe ne peut venir du dehors pour la simple raison qu'elle ne peut se définir comme un dedans" (2002, p. 185). Les forces qui nous maintiennent dans l'unité ne sont

pas franchement emphatiques, pas plus que ce qui nous différencie des autres.

On ne peut pas non plus définir l'Europe comme l'Occident. Les racines historiques de la civilisation occidentale — Athènes, Rome, Jérusalem — ne furent pas européennes dans le sens occidental du terme. Nous oublions facilement que la culture et la civilisation occidentale puisèrent leur origine en Orient. Le monde antique était oriental, pas occidental. L'Antiquité classique et les origines du christianisme étaient méditerranéennes, dans le sens utilisé par Braudel (1999, 1^{ère} éd. 1949). Comme les Grecs, les Romains n'eurent pas non plus un sentiment clair de l'identité européenne, plutôt propre au Moyen-Age; ils conçurent Rome comme le centre du monde. Pour son histoire et plus encore dans le moment présent, l'Europe n'équivaut pas à l'Occident.

Pour les peuples antiques, la division entre le Nord et le Sud était plus significative que celle de l'Est face à l'Ouest. Pendant longtemps, les Alpes représentèrent bien plus une frontière géographique et culturelle que la Méditerranée, qui était le centre de la civilisation. L'opposition entre l'Est et l'Ouest trouve son origine au moment où, au VII^{ème} siècle, l'idée européenne fut articulée contre l'Islam, opposition qui perdura largement depuis le Moyen-Age, pendant l'ère moderne et jusqu'à la fin de la guerre froide.

L'élargissement de l'U.E. vers l'Est est qualitativement différent des précédents, il ne consiste pas seulement en

une augmentation significative des Etats membres, c'est également une reconfiguration de son cadre civilisationnel. Avec le déplacement des frontières de l'Europe vers la Russie et avec l'éventuelle entrée de la Turquie, l'Europe se déplace vers l'Asie et devient petit à petit post-occidentale et polycentrique. De la sorte, il devient possible de dépasser la "petite Europe" de la guerre froide. L'élargissement ne rend pas seulement l'Europe plus vaste, il la transforme aussi qualitativement. La chute du communisme n'a pas supprimé l'Est mais elle l'a reconfiguré, un Est qui va jouer un rôle de plus en plus important dans la Nouvelle Europe. A partir de 1989, après la chute du mur de Berlin, l'opposition à l'Est a disparu et l'ère d'une Europe orientée vers la construction d'un monde multipolaire a commencé.

Une fois faites ces remarques préliminaires, il est possible de mieux comprendre quelle est la réponse la plus appropriée à la récente discussion autour des "racines chrétiennes de l'Europe". Si l'identité européenne n'est pas codifiée en un paquet culturel, elle ne peut non plus être définie en termes d'identité religieuse. L'identification de l'Europe au christianisme, qui vient des Habsbourg et sert momentanément pour s'opposer à l'empire ottoman, ne rend pas justice à la pluralité religieuse de l'Europe (tant historiquement que sociologiquement) et elle ne rend pas compte non plus de la signification que le fait religieux a revêtu et revêt toujours en Europe. Le problème n'est pas de reconnaître ou d'oublier l'import-

tance du christianisme comme une des origines de l'Europe. Cette reconnaissance ne peut être juste, d'entrée de jeu, sans oublier que d'autres religions ont contribué de manière décisive à configurer ces identités qui constituent notre histoire (incompréhensible sans l'influence de l'Islam ou des juifs) mais aussi la composition actuelle de nos sociétés, dans lesquelles vivent, par exemple, plus de quinze millions de musulmans, exige ce pluralisme. Or, la question de fond réside dans l'impossibilité de déterminer la citoyenneté sur une quelconque référence à une culture ou à une religion. L'Europe devra certainement se réadapter à une pluralité qui ne renvoie pas seulement à la variété des significations que la religion revêt pour nos concitoyens. Il nous faudra mener à bien cette diversité au sein de la dissociation entre ce qui est identitaire et ce qui est public et qui a permis comme aucune autre la coexistence de croyances et de modes de vie.

L'Europe n'est ni une manière de vivre, ni un peuple, ni une civilisation, ni un super-Etat. Elle est plutôt une construction particulièrement originale en ce qu'elle se réfère à la possibilité d'adopter des normes communes qui procèdent d'une articulation entre des espaces non homogènes ni pleinement unifiés. Aussi l'U.E. se distingue-t-elle du constitutionnalisme traditionnel qui exigeait une unité de *demos*, ce qui bien souvent supposait également une unification linguistique, culturelle ou religieuse. Cette dissociation de l'identitaire et du politique constitue une de ses innovations les plus intéressantes, rendant ainsi pos-

sible une démocratie sans *demos* ou avec divers *demoi*, avec un peuple peu défini, mal limité, poreux, pas nécessairement opposé à d'autres.

Le fait qu'il soit si difficile de définir l'Europe en termes exclusivement culturels, en référence à une histoire partagée, à un territoire commun défini ou à des valeurs partagées est ce qui rend tellement importante la configuration d'un espace public européen: l'Europe comme une conversation, comme un espace discursif, qui ne requiert pas de bases déterminantes mais des possibilités d'interlocution.

S'il fallait, au milieu de ce pluralisme de valeurs, distinguer quelque chose de caractéristique, je prendrais pour point de départ cette fine observation de Montesquieu pour qui les Européens ont toujours été préoccupés de savoir l'idée que les autres avaient d'eux. Nous pensons que cette disposition à se voir du dehors est à l'origine de nos meilleures constructions, davantage qu'une supposée défense de ce qui nous est propre et exclusif. Et si nos valeurs fondamentales formaient un ensemble d'habitudes qui ont configuré une idée qui nous incite sans cesse à garder nos distances vis-à-vis de notre propre identité? "L'autorelativisation", la réflexivité, la distance face à soi-même, la curiosité, le respect et la reconnaissance sont les propriétés d'une forme légère d'identité mais sans laquelle l'expérience européenne ne pourrait être menée à bien.

2. LES ESPACES EUROPÉENS: DES MARGES QUI NOUS LIMITENT

Les questions de la spatialité et du territoire sont les clefs pour comprendre le sens de l'intégration européenne. De ce point de vue également, nous sommes confrontés à quelques particularités qu'il est nécessaire de saisir pour déchiffrer la nouveauté de l'espace européen. L'Europe est un espace singulier. Comme espace politique unifié, elle représente une nouveauté qui exige que nous reconsidérions nos préjugés sur la manière de penser la territorialité en des schémas conventionnels. Il n'est pas étonnant qu'un nouveau vocabulaire spatial soit apparu avec l'U.E.: réseaux, géométrie variable et niveaux multiples, entre autres. Cette innovation met en exergue notre tentative d'aménagement de l'espace public par-delà les préjugés territoriaux de l'Etat-nation (Barry, 2001, p. 90).

La première catégorie érodée par la nouvelle constellation est l'idée d'un espace délimité. Nous sommes habitués à penser les espaces comme étant bornés, articulés par des Etats et divisés par des frontières. Dans le cas de l'Europe, ce que nous voyons — à l'intérieur comme, en un certain sens, à l'extérieur —, c'est une pluralité d'espaces qui se croisent et qui se superposent. L'espace européen a, plutôt que des limites, des marges, des *bordelands*. D'un point de vue géopolitique, ses frontières orientales ou méditerranéennes ne sont pas à proprement parler des limites fixes mais plutôt des marges qui

ne bornent pas, des seuils de passage, relativement poreux, des zones dynamiques où s'articulent continuellement des formes de connectivité et de discontinuité. Les marges ne divisent pas forcément les espaces; d'une certaine manière elles peuvent aussi les unir et agir comme des lieux de sutures (Hassner, 2002, p. 40). L'Europe se trouve en face de quelque chose qui se passe aussi en d'autres lieux, dans le monde entier, mais avec une particulière intensité. La mondialisation suppose un perpétuel entrecroisement des espaces, une dialectique de la limitation et de la dé-limitation. Les discontinuités forment un espace, plus qu'elles ne se réduisent à une ligne de démarcation (Sassen, 2001). C'est à cela que les frontières doivent la perte de leur ancienne fonction stratégique et que les nouveaux conflits n'éclatent pas dans les zones de contact mais plutôt à l'intérieur même des espaces supposément délimités.

De ce point de vue, on peut affirmer que l'idée des marges ressemble plus au *limes* d'un empire qu'à la frontière traditionnelle des Etats modernes. Dans ce sens, la comparaison de l'Europe avec les vieux empires devient pertinente, ceux à qui les Etats-nation ressemblent parfois plus du point de vue de l'organisation de l'espace. C'est que les zones de contact ne délimitent pas les espaces comme le faisaient les frontières qui sauvegardaient les intégrités territoriales. A la différence des limites, les marges ne distinguent pas complètement ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur, du moins

pas avec une netteté absolue et de manière définitive. Les marges sont des espaces qui ne sont ni véritablement intégrés ni complètement extérieurs, qui ne peuvent être domestiqués. Les bordures ont ceci de caractéristique qu'elles sont "élargissables" et qu'elles ont la possibilité d'établir des relations privilégiées avec des périphéries déterminées. L'argument selon lequel l'élargissement s'est fait parce qu'il n'y avait pas de motifs d'opposition est très significatif, à l'heure de comprendre quel est le type de frontières de l'U.E. L'Europe, en raison de son identité particulière, manque d'arguments irréfutables quant à la fixation de ses limites.

Il me semble que dans les discussions actuelles sur le futur de l'Europe, on tend à minorer ce type de questions, pourtant décisives. Tout le discours sur "l'intégration", par exemple, tend à ignorer d'autres questions d'importance qui participent de sa forme spatiale. Si l'Europe est un réseau, l'articulation qu'elle établit avec ses alentours et le reste du monde est aussi importante que sa cohérence interne. L'espace européen ne peut être bien compris si on le réduit à une question d'intégration (intérieure) et si l'on ignore sa connectivité (extérieure), ce qui le rend plus complexe et dynamique. Précisément, l'idée des "marges de l'Europe" suggère qu'il y a d'autres logiques que le processus d'intégration: son incapacité à unifier pleinement ses espaces politiques, économiques et sociaux ou à les distinguer de l'extérieur vient du fait que l'UE est moins séparée du reste du monde que ce que

nous avons coutume de penser et du fait que la mondialisation suppose son interpénétration plus qu'elle ne la différencie d'autres régions du monde (Delanty et Rumford, 2005, p. 134). C'est peut-être pour cette raison que définir l'Europe toute entière comme *borderland*, comme région frontalière (Delanty et Rumford, 2005, p. 220), entendue comme lieu de croisements et de conflits, comme un espace spécialement aux prises avec les interdépendances globales, a du sens.

La Politique européenne de voisinage (P.E.V.) est la manifestation la plus claire de l'intérêt qui porte l'UE à agir au-delà de sa sphère d'influence immédiate et à assumer ses responsabilités dans la gouvernance de la civilisation. La Commission est de plus en plus consciente qu'en conséquence de la mondialisation, les flux financiers, les réseaux de communication, les marchés et les limites rigides sont plus une source de potentielle instabilité qu'une garantie de sécurité. C'est à cela que répond l'intention de l'U.E. de développer une zone de prospérité et un voisinage pacifique, un "cercle d'amis", avec des relations de coopération (Commission européenne, 2003, p. 4). En reconnaissant l'interrelation entre son développement intérieur et son environnement extérieur, l'U.E. admet qu'elle ne peut se concevoir elle-même à partir d'une division rigide entre ce qui est interne et ce qui est externe. "Notre tâche est de promouvoir un cercle de pays bien gouvernés à l'Est de l'Europe et en Méditerranée, avec lesquels nous

puissions entretenir des relations d'étroite coopération" (Conseil de l'Europe, 2003). La sécurité intérieure de l'U.E. ne peut se réduire à une question de contrôle des frontières extérieures. Peu à peu, nous nous rendons compte qu'il nous faut passer de la "forteresse Europe" à une topographie des zones frontalières qui réduise la séparation de l'Europe avec le reste du monde.

3. UNE EUROPE MONDIALISÉE: UN NOUS SANS AUTRES

A l'heure de penser l'Europe, il ne suffit pas de se focaliser sur les structures institutionnelles, il faut prêter attention à la société. Les sociétés se construisent et se transforment dans des conditions qui ne sont ni fixées, ni limitées aux structures institutionnelles. Il faut concevoir l'Europe à partir de la société européenne, une société qui ne peut être appréhendée avec les méthodes d'analyse des Etats et de leur convergence, qui n'est déjà plus compréhensible sans se référer à la réalité de la mondialisation. La perspective qui nous semble adaptée est celle de l'espace public européen, avec tout ce qu'il implique de superpositions et d'interdépendance. On parle couramment de "changements domestiques produits par l'intégration européenne" (Vink, 2003), mais on oublie souvent le processus contraire: la transformation intérieure des sociétés européennes exige une modification des cadres institutionnels et cette dynamique sociale ne s'explique pas autrement que dans le contexte global. C'est

pourquoi il est plus approprié de parler “d’européanisation” que “d’intégration européenne”. Le premier fait référence à la société, au sens large, en incluant sa dimension globale, le second semble tout réduire aux Etats et aux cadres institutionnels.

Ainsi, en dépit du pouvoir régulateur de l’U.E., l’européanisation est à l’œuvre dans la société mondiale (Delanty et Rumford, 2005, p. 155). L’Europe se construit dans le cadre d’un processus où diverses logiques interviennent et où des projets, des discours, des modèles sociaux, des imaginaires très dissemblables se croisent parmi les contestations et les identifications, dans le cadre de la mondialisation. Tout cela a cours au moment où l’Etat-nation a perdu le monopole de l’action collective et des identifications sociales. Il existe déjà une pléthore de groupes, d’institutions et d’individus qui pensent et agissent aux marges des Etats-nation, comme les migrations et les diasporas, les mouvements sociaux traditionnels, les régions et les cités.

La Commission européenne, dans son document de 2001 sur la gouvernance, pose le problème de la citoyenneté mais prête peu d’attention à celui de l’espace public européen, comme si elle pensait à une communauté fermée et définie, dans le style de celles qui formaient la base des Etats-nation et dont il faudrait s’inspirer. La question de savoir s’il existe ou non une citoyenneté européenne doit aussi être posée en des termes originaux; plutôt que d’être affrontée comme une question

identitaire, c'est comme un défi lié à la mission civilisatrice qu'elle pourrait être abordée. L'ardeur de la Commission à construire une "société civile organisée au niveau européen" doit être comprise dans le cadre de la société globale déjà constituée et dont elle fait partie. Il est paradoxal que l'impulsion d'une véritable citoyenneté européenne au moyen des valeurs universelles conduise à une moindre identification exclusive à l'Europe, dans la mesure où ces valeurs offrent aux européens des raisons de se voir comme faisant partie du monde, d'une commune humanité.

Le plus intéressant dans la construction européenne, c'est qu'elle permet de dépasser la fiction selon laquelle la société peut être construite par l'Etat et indépendamment d'autres sociétés. Il n'existe pas de société civile européenne qui résulte de la simple agrégation des sociétés nationales, déconnectées du monde. La société européenne fait partie d'une société globale. On a tort de s'attarder sur la différence entre l'Europe et le reste du monde ou de croire que l'intégration se justifie pour se défendre vis-à-vis d'un monde vu comme une réalité menaçante. Si l'expérience européenne se justifie, c'est bien parce qu'elle promeut un modèle d'identité qui, non seulement, ne requiert pas d'annuler sa diversité intérieure, mais qui ne demande pas non plus une opposition aux autres pour pouvoir s'affirmer: c'est un nous sans autres. Une des valeurs fondamentales de l'Europe est

que l'identification à ce qui nous est propre est moins exclusive et permet une grande complémentarité.

La construction politique de l'Europe présente des singularités qui la différencient de tous les projets de construction nationale. C'est probablement la première entité politique à se configurer sans recourir à un patriotisme idéologique du genre de celui qui serait exigé par un peuple délimité et homogène, une origine commune, une unité de langue et de culture et quelque ennemi extérieur utile à la cohésion interne. En dépit de l'abondance de rhétorique dans cette direction, on tente de conférer à l'Europe une légitimité dont elle n'a pas besoin en l'opposant aux Etats-Unis, puisqu'elle repose sur un autre genre de valeurs. Le projet européen n'exige pas, comme c'est en général le cas dans la configuration des nations, de dramatiser le danger extérieur pour s'assurer une cohésion interne.

L'Europe ne peut se concevoir comme séparée du monde. Son entrelacement a été une constante historique; la conscience d'être liée au monde s'y est toujours exprimée avec une intensité particulière. Cette référence, qui se traduit en d'autres temps par une impulsion civilisatrice, mais aussi commerciale et coloniale, a donné à l'Europe une force qui la soustrait de manière continue à un possible repli sur soi. C'est ainsi que l'on peut affirmer que l'impact de la mondialisation ne suppose aucune rupture particulièrement originale par rapport à son histoire. Cette "Europe cosmopolite" (Beck et Gran-

de, 2004) s'approfondit dans le projet de l'U.E. Face à la conception de l'Europe comme une unité autarcique clairement séparée du reste du monde et en concurrence avec lui, l'expérience européenne n'a d'autre justification que celle de représenter l'embryon d'une véritable cosmopolitique. L'Europe, qui a toujours eu une culture expansive, peut trouver ici un horizon de sens. Face au cliché qui présente la mondialisation comme une menace, face à l'avertissement selon lequel l'Europe est le cheval de Troie de la mondialisation (comme l'a dit Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle française de 2007, en accord sur ce point avec une bonne partie de la gauche, sachant que le Parti Socialiste avait utilisé cette même expression au congrès de Dijon de 2003), il est urgent de "déprovincialiser l'Europe" (Chakrabarty, 2000), c'est-à-dire la mettre dans le contexte qui lui correspond et face à ses actuelles responsabilités.

Même si c'est récent, l'Union européenne souligne le fait que la mondialisation n'est pas une menace pour la démocratie mais une opportunité pour l'étendre au-delà des limites de l'Etat-nation. *L'Europe est une manière particulièrement intense d'élaborer un système global* (Meyer, 2001, p. 154), une *world polity* en miniature. La mondialisation, plus qu'une menace, un défi ou un catalyseur, doit être vue comme la possibilité de définir le projet européen en des termes globaux. Il ne s'agit pas tant d'y prendre part comme acteur global mais de promouvoir un autre mode d'organisation des relations entre

les acteurs. Nous sommes en train de chercher la signification de la société dans un monde où la cohérence entre les divers espaces, la participation démocratique et la légitimité politique sont en train d'être redéfinies.

Les pratiques de gouvernement de l'Union Européenne cultivent une série de dispositions de portée universelle: la faculté de considérer sa propre communauté avec une certaine distance, l'acceptation des limitations, la confiance mutuelle, la disposition à coopérer, un sentiment de solidarité transnationale (Magnetite, 2006, p. 154). L'Europe n'est pas exemplaire du fait d'une supériorité quelconque, elle l'est parce que l'espace public européen est un cas représentatif du fait que la majeure partie des décisions politiques ne peuvent être adoptées sans examiner leur consonance avec les intérêts des autres. Dans ce sens, on peut considérer l'Europe comme paradigme de la nouvelle politique qu'exige un monde interdépendant.

L'Europe offre une expérimentation moderne de la formation d'un monde véritablement multipolaire (...). C'est, sans doute, un des messages que l'Europe politique peut proposer: multipolaire elle-même, elle peut promouvoir ce mode d'organisation; en projetant vers l'extérieur sa propre pratique interne, elle peut contribuer à civiliser la globalisation. (Foucher, 2000, p. 137.)

Le processus européen d'intégration politique est une réponse inédite, peut-être un jour exemplaire, aux circonstances qui conditionnent actuellement l'exercice du pouvoir dans le monde.

BIBLIOGRAPHIE

- BARRY, Andrew (2001). *Political Machines: Governing a Technological Society*. Londres, Athlone Press.
- BECK, Ulrich et GRANDE, Edgar (2004). *Das kosmopolitische Europa. Gesellschaft und Politik in der Zweiten Moderne*. Francfort, Suhrkamp.
- BRAGUE, Rémi (2002). *Eccentric Culture: A Theory of Western Civilization*. South Bend, Augustine's Press.
- BRAUDEL, Fernand (1999, 1ère éd. 1949). *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Paris, Flammarion.
- CHAKRABARTY, Dipesh (2000). *Deprovincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton University Press.
- DELANTY, Gerard et RUMFORD, Chris (2005). *Rethinking Europe. Social Theory and the Implications of Europeanization*. Londres, Routledge.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2003). *Communication de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil: L'Europe élargie — Voisinage: un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud*. COM (2003), 104, Bruxelles.
- EUROPEAN COUNCIL (2003). "A Secure Europa in a Better World: The European Security Strategy", 12 décembre, Bruxelles.
- FOUCHER, Michel (2000). *La République européenne*. Paris, Belin.
- HASSNER, Pierre (2002). "Fixed Borders or Moving Borderlands? A New Type of Border for a New Type of Entity". In: ZIELONKA, Jan (dir.). *Europe Unbound: Enlarging and Reshaping the Boundaries of the European Union*. Londres, Routledge.
- KRISTEVA, Julia (2000). *Crisis of the European Subject*. New Cork, Other Press.
- MAGNETTE, Paul (2006). *Au nom des peuples. Le malentendu constitutionnel européen*. Paris, Cerf.
- MEYER, John (2001), "The European Union and the Globalization of Culture". In: ANDERSEN, Svein S. (dir.). "Institutional Ap-

- proaches to the European Union”. *Arena Report*, n. 3/2001, Oslo.
- SASSEN, Saskia (2001). “Spatialities and Temporalities of the Global: Elements for a Theorization”. In: APPADURAI, A. (dir.). *Globalization*. Durham, Duke University Press.
- VALÉRY, Paul (1957). “Note (ou l’Européen)”. In: *Œuvres*. I. Paris, La Pléiade, 1000-14.
- VINK, Maarten (2003). “What is Europeanization? And Other Questions on a New Research Agenda”. *European Political Science*, 3(1), p. 63-74.